

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61980

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Michael SALEWSKI (Hg.), *Das nukleare Jahrhundert. Eine Zwischenbilanz*, Stuttgart (Franz Steiner) 1998, 265 S. (HMEG, Beiheft 28).

Le titre de ce livre, «Le siècle nucléaire», court et simple, recouvre une telle somme abondante, diverse et hautement technologique d'idées, révélations et propositions, qu'historiens et sociologues y trouveront ample matière d'études et discussions. Le professeur Michael Salewski de l'Université Christian-Albrecht de Kiel qui le présente, a traité historiquement depuis dix ans de sujets divers: de politiques énergétiques, de problèmes de relations inter-étatiques, des mouvements modernes d'idées et aussi des conceptions maritimes de l'Allemagne. A ce dernier titre, il a participé par une étude sur «Marine et politique en Allemagne et en France au XX^e siècle» au volume IX de la collection «German Historical Perspectives» de K.-J. Müller (voir *Francia*, volume 25/3 [1998], p. 231).

Les quatorze études du livre «Le siècle nucléaire» traitent des divers aspects de ce problème, chaque fois avec une profondeur d'études et une abondance de références internationales qui ne pourront qu'être très utiles aux historiens de l'atome comme aux scientifiques et politiques qui ont à connaître et traiter ce sujet. De ce fait, c'est un livre de lecture astreignante mais enrichissante en de nombreux aspects d'informations et d'actions.

Pour le modeste rédacteur non-spécialiste de cette recension, il ne peut être question de dégager les nombreux éléments importants de ce livre si dense et divers. Une brève énumération et présentation des auteurs et de leurs sujets traités pourra servir aux lecteurs diversement intéressés, à reconnaître leur sujet particulier d'études de cette question de l'«ATOME» qui caractérise et surplombe ce XX^e siècle finissant.

J. BRECHTEFELD: «La politique de prolifération des Etats-Unis d'Amérique – Les E.U.A. et les accords de non-prolifération et d'interdiction des essais». – M. DEMBINSKI: «Les nations sur le seuil de l'atome». – T. KOSZINOWSKI: «La bombe atomique israélienne et sa signification pour la politique du Proche-Orient». – U. SCHUMACHER: «La politique de l'arme nucléaire sud-africaine». – W. WETTE: «Du mouvement anti-atomique au mouvement pacifiste, 1958–1984». – M. KRÖKEL: «La Bombe et la Culture – Réflexions d'artistes sur la bombe atomique de Hiroshima à Cernobyl». – H. SCHMITZ: «La signification éthique de la bombe atomique». – R. TZSCHASCHEL: «Guerres atomiques dans la science-fiction». – W. KALTEFLEITER: «Armes atomiques, dissuasion et garanties de paix». – M. SALEWSKI: «Energie, puissance et politique: réalités et visions des 19^e et 20^e siècles». – T. STAMM-KUHLMANN: «L'internationale des chercheurs de l'atome et la route à la réaction en chaîne, 1874–1942». – H. BODENSIECK: «La bombe atomique dans la propagande de guerre – Compte-rendus de presse sur les armes de destruction massive 1941 et 1944». – I. STÖLKEN-KUHLMANN: «L'Enola-Gay à Washington, ou l'histoire censurée pour le 50^e anniversaire de la première bombe atomique». – W. VON BREDOW: «Le discours atomique pendant la guerre froide (1942–1962)».

Comme il est normal dans un ouvrage sur un sujet aussi débattu et controversé, il est permis d'exprimer quelques observations historiques, en particulier sur le premier emploi en guerre de l'arme atomique. L'auteur de l'article sur le fameux avion «Enola-Gay» affirme que le Japon se serait rendu sans cette action.

Il est établi, avec preuves historiques, d'en douter. La faction militaire extrême nipponne était bien décidée à ne pas céder. Des ouvrages comme celui de R. S. Butow: «Japan's decision to surrender», Stanford University Press 1954; ou de Ito, Masashi: «The Emperor's last soldiers», New York 1967; ou de Shimomura, Kainin: «Notes on the termination of the War», Tokyo 1948; ou le volume «Command decisions», New York 1959, dans son chapitre détaillé: «The decision to use the atomic bomb», p. 388, montrent tous les éléments complexes de ce problème. Il en reste que de très nombreux indices permettent de croire en ce sentiment généralisé du «glorious way to die» (livre de Russell Spurr, Londres 1981) qui hantait non seulement le haut-commandement nippon mais aussi une part importante de ces soldats et de ces citoyens de l'Empire du Soleil Levant.

Le 26 juillet 1945, la Conférence de Potsdam adresse au Japon sa Déclaration lui demandant de se rendre, l'avertissant des conséquences d'une continuation de toute résistance. Le 28 juillet, le Premier Ministre Suzuki déclara à la presse que le Japon ne tiendrait aucun compte de cette déclaration-ultimatum: c'était le refus catégorique. L'ombre d'une mort innombrable planait sur le Sud-Est asiatique, engloutissant des millions d'Américains et Asiatiques, qui ne fut évitée que par les deux explosions nucléaires attestant l'irréremédiabilité »divine« de la défaite japonaise.

D'un autre côté, certains aspects de ce livre multipensés permettent de réaliser la distance qui sépare, dans le domaine nucléaire, la culture scientifique de la propagande de certains activistes antinucléaires, responsables d'une vision erronée souvent largement répercutée par les médias.

En tous cas, au moment où l'électricité nucléaire est remise en cause dans certains pays, et où les implantations de laboratoires souterrains de recherche en vue du stockage des déchets nucléaires posent de délicats problèmes aux gouvernements, ce livre, véritable document des références les plus diverses permettant de se forger une opinion qualifiée, est d'une très grande valeur.

Albert MERGLEN, Dijon

Martin RAETHER (Hg.), Maison Heinrich Heine Paris, 1956–1996. Quarante ans de présence culturelle, Bonn, Paris (Martin Raether) 1998, 399 p.

La Fondation de l'Allemagne a fêté ses quarante ans, il y a tout juste quelques années. »Lieu de relations humaines« (Theodor Heuss), cette maison qui évoque pour les étudiants allemands »l'esprit de leur pays natal« (Konrad Adenauer) accueille pour moitié des étudiants allemands et ceux d'autres nationalités. C'est aussi un centre culturel où se déroulent des débats et des spectacles et qui dispose d'une bibliothèque. Comme son dernier directeur, Joachim Umlauf, le souligne, elle fut placée sous le patronage de Heinrich Heine à une époque où la ville de Düsseldorf manifestait encore de fortes réticences à reconnaître dans le poète, juif et exilé à Paris, l'un de ses enfants les plus célèbres.

Dans sa contribution, Hans Manfred BOCK retrace l'historique de la Maison Heinrich Heine en se fondant sur de nombreux documents. Quand, en 1929, une étudiante allemande s'étonna qu'il n'existe pas de maison de l'Allemagne à l'intérieur de la Cité Universitaire, les services de l'Ambassade lui répondirent qu'il revenait à la France, en tant que puissance victorieuse, de prendre d'abord l'initiative.

La Cité Universitaire venait, en effet, d'être inaugurée en 1925, au moment de la signature du traité de Locarno. Si les premières réflexions sur la fondation d'une Maison de l'Allemagne remontaient à 1927, la volonté politique de faire avancer le projet fit défaut malgré la création d'organisations privées d'entente franco-allemande et surtout d'une antenne parisienne de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) et de l'Institut d'Etudes germaniques, inauguré en 1930 sous l'égide d'Henri Lichtenberger. Après cette date, les conditions politiques pour édifier une Maison de l'Allemagne à l'intérieur de la Cité Universitaire se détériorèrent davantage encore par suite des répercussions de la crise économique mondiale en Allemagne. En outre, la diplomatie allemande considérait la Cité Universitaire avant tout comme un instrument au service de la propagande culturelle française, alors que la France laissait payer les frais de construction et les frais généraux par les autres États. Pourtant, lors de son séjour à Berlin en 1931, André Honnorat tenta de relancer l'intérêt en Allemagne et de réveiller la solidarité intellectuelle en Europe en insistant sur les inquiétudes liées au »danger soviéto-russe«.

Au moment de la prise du pouvoir par Hitler, le bilan était encore bien pauvre quant à l'avancement du projet. Certes, en 1937, Albert Speer, l'architecte d'Hitler, se rendit à la